



PRÉFET DE LA MOSELLE

Préfecture

Direction
des Libertés Publiques

ARRÊTE

N° 2010-DLP/BUPE-~~467~~ du 14 décembre 2010

Mettant en demeure la société ELYSEE COSMETIQUES de respecter les dispositions des articles 14.2, 19.4 et 43.2.3, de l'arrêté préfectoral AG/2-159 du 22 mai 2000, ainsi que l'article 1 de l'arrêté préfectoral n° 2006-DEDD/1-296 du 10 août 2006, pour les installations qu'elle exploite à FOLKLING.

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE,
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE ET DE SECURITE EST,
PREFET DE LA MOSELLE,
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,
OFFICIER DE L'ORDRE NATIONAL DU MERITE,

VU le Code de l'Environnement, partie législative et partie réglementaire, notamment le titre 1^{er} du livre V ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté préfectoral DCTAJ-2010-85 en date du 28 octobre 2010 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Jean Francis TREFFEL, Secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle ;

VU les arrêtés préfectoraux n°2000-AG/2-159 du 22 mai 2000, n°2001-AG/2-23 du 22 janvier 2001, n°2001-AG/2-259 du 13 juillet 2001 et n°2002-AG/2-138 du 15 mai 2002 autorisant la Société ELYSEE COSMETIQUES à exploiter une unité de fabrication de produits cosmétiques sur le site du Technopôle de Forbach-Sud à FOLKLING ;

VU l'arrêté préfectoral n°2006-DEDD/1-296 du 10 août 2006 imposant à la société ELYSEE COSMETIQUES la mise sous talus des réservoirs de stockage de gaz inflammables liquéfiés ;

VU la visite d'inspection réalisée par l'Inspection des Installations Classées en date du 6 octobre 2010 sur le site de la Société ELYSEE COSMETIQUES à FOLKLING ;

VU le rapport de l'Inspection des Installations Classées de 8 décembre 2010 ;

Considérant l'article 43.2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2000 qui précise que les halls de stockage doivent être équipés d'un système d'extinction automatique commandé par un système de détection comprenant des détecteurs de fumée et des détecteurs à infrarouge ;

Considérant le non-respect de cette prescription, le système d'extinction étant commandé manuellement depuis le sinistre survenu en 2007 ;

Considérant l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2006 qui précise que les réservoirs de gaz inflammables liquéfiés doivent être stockés sous talus ;

Considérant le non-respect de cette prescription, des réservoirs d'isobutane étant stockés à l'air libre le jour de l'inspection ;

Considérant l'article 19.4 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2000 qui précise que tout stockage susceptible de contenir, même occasionnellement un produit considéré comme dangereux pour l'environnement sera équipé d'une capacité de rétention étanche ;

Considérant le non-respect de cette prescription, divers stockages de produits dangereux pour l'environnement n'étant pas associés à une capacité de rétention le jour de l'inspection ;

Considérant l'article 14.2 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2000 qui précise que les vannes devront porter de manière indélébile leur sens de fermeture ;

Considérant le non-respect de cette prescription, plusieurs vannes contrôlées par sondage ne disposant pas de mention du sens de fermeture le jour de l'inspection ;

Considérant que le non-respect de ces prescriptions réglementaires est susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, à savoir notamment la sécurité publique et l'impact sur l'environnement ;

Considérant qu'en cas de constatation de non-respect des conditions imposées à un exploitant, le Préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ses obligations, en application de l'article L.514-1 du Code de l'Environnement,

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la préfecture ;

A R R E T E

Article 1er- La société ELYSEE COSMETIQUES est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 14.2, 19.4 et 43.2.3 de l'arrêté préfectoral du 22 mai 2000 susvisé ainsi que l'article 1 de l'arrêté préfectoral du 10 août 2006 précité dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté pour les installations qu'elle exploite sur la commune de FOLKLING.

Article 2 : Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il sera fait application des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du Code de l'Environnement indépendamment des sanctions pénales qui pourraient être exercées par les tribunaux compétents.

Article 3 : En vertu de l'article L514-6 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif de Strasbourg :

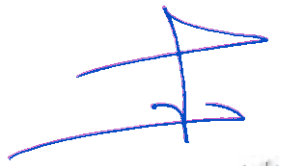
- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'arrêté lui a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté, ce délai étant, le cas échéant, prolongé jusqu'à la fin d'une période de deux années suivant la mise en activité de l'installation.

Article 4 : - Le Secrétaire Général de la préfecture de la Moselle, la Sous-Préfète de FORBACH, l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

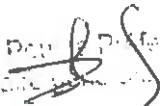
Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de la commune de FOLKLING, où est implantée l'entreprise.

Fait à Metz, le

Le Préfet,



R. LANGE



la secrétaire générale
M. LANGE